Etats-Unis : progrès et défis environnementaux

Partage international nº 415 – Mars 2023

par Cher Gilmore

Un nouveau rapport de l'administration de l'information sur l'énergie des Etats-Unis prévoit que les énergies renouvelables dépasseront pour la première fois un quart de la production totale d'énergie du pays. Les parts du charbon et du gaz vont diminuer. Ce sont de bonnes nouvelles, mais elles présentent un nouveau casse-tête environnemental.

Le transport est la plus importante source d'émission de carbone aux Etats-Unis. Les généreuses primes à l'achat de véhicules électriques prévues par les législations récentes devraient augmenter significativement et rapidement la demande en lithium, selon une étude du centre environnemental et de justice climatique de l'université de Californie. Ce qui n'est pas une si bonne nouvelle.

Un problème nommé lithium

L'exploitation minière du lithium, bien que relativement nouvelle, n'a pas attendu pour polluer l'eau et les terres, détruire des écosystèmes, et engendrer des violations contre les communautés autochtones et rurales.

De plus, alors que l'extraction du lithium est très gourmande en eau, la moitié des mines se trouvent dans des régions qui souffrent de stress hydrique, exacerbé par le réchauffement global. La demande mondiale devrait être multipliée par 40 d'ici 2040.

Si les Américains dépendaient toujours de leurs grosses voitures pour circuler dans leurs villes et banlieues tentaculaires d'ici 2050, les Etats-Unis à eux seuls nécessiteront trois fois la production mondiale actuelle de lithium. Cela mènera à des dommages environnementaux et sociaux majeurs. Néanmoins, il y existe une alternative, selon l'étude précédemment mentionnée, qui utilise un nouvel outil de modélisation pour prédire les futurs besoins en lithium. Des variables telles que la possession d'une voiture, la taille de la batterie, la densité de la ville, les transports en commun et le recyclage des batteries affectent toutes la trajectoire de la demande en lithium.

Il s'avère qu'avec des politiques en faveur des transports publics, d'une plus grande densité urbaine, et d'un effort de recyclage, la demande en lithium serait 92 % plus basse. La seule limitation de la taille des batteries des véhicules électriques pourrait diminuer la demande jusqu'à 42 % en 2050. Ainsi, un changement culturel pour des véhicules électriques plus petits et davantage de transport public dans les villes les plus denses entraînerait une différence énorme dans les besoins en ressources. Si la réduction de l'utilisation des voitures peut se faire dans des endroits comme Paris ou Londres (où le trafic a diminué respectivement de 30 et 40 % entre 2001 et 2015), cela peut être fait aux Etats-Unis aussi, avec suffisamment d'éducation et de volonté politique.



Photo : Velkiira, CC BY-SA 2.0, via flickr
Dans le passé, les actifs naturels d'une valeur évidente (forêts, rivières, marécages, etc.) n'ont pas été comptabilisés par les mesures traditionnelles de l'activité économique.

Placer la nature dans le paysage économique

Un autre développement positif aux Etats-Unis consiste à *« placer la nature au centre du bilan national »*, comme John Kerry, l'envoyé spécial de l'administration Biden pour le changement climatique, l'a décrit. Dans le passé, les actifs naturels d'une valeur évidente (forêts, rivières, marécages, etc.) n'ont pas été comptabilisés par les mesures traditionnelles de l'activité économique. Le nouvel effort élargirait les statistiques actuelles du produit intérieur brut (PIB) pour prendre en compte les contributions économiques de la nature, à la fois tangibles et intangibles, lorsque les normes seront pleinement développées et mises en place. Les

Nations unies ont développé un cadre pour cela, et la plupart des banques centrales utilisent certaines de ces techniques pour évaluer les risques systémiques dans le système financier. Bien que ce type de comptabilité ne puisse pas couvrir tous les aspects de la valeur de la nature ou ne prenne pas en compte les questions de justice environnementale, c'est un grand pas dans la bonne direction.

Etats-Unis **Auteur** : Cher Gilmore, collaboratrice de Share International basée à Los Angeles, en Californie (États-Unis)
Sources : The Guardian ; The New York Times
Thématiques : environnement
Rubrique : De nos correspondants